

Centre de Lutte contre l'Impunité et  
l'Injustice au Rwanda (CLIIR)  
Rue de la colonne 54/4  
1080 BRUXELLES  
Tél/Fax : +32 816 011 13  
Mobile : +32 487 616 651 / +32 488 534 743  
Email: [info@cliir.org](mailto:info@cliir.org)  
Site web: [www.cliir.org](http://www.cliir.org)  
[@cliir\\_org](https://www.instagram.com/cliir_org)



CLIIR, un regard impartial

## COMMUNIQUE n° 141/2019

### **L'art de calomnier les citoyens : une spécialité de la police rwandaise (Rwanda Investigation Bureau (RIB)).**

**La famille MUNYENTWARI sera-t-elle ruinée comme celle de RWIGARA ? La police (RIB) a répandu chez le papa et son fils des sachets de drogue dans la nuit du mercredi 15 mai 2019 à 23h30 pour mieux les persécuter et les transformer en trafiquants de drogues (Urumogi).**

**Cette nuit-là les personnes arrêtées et obligées d'être photographiées avec les sachets de drogue apportés par la police (sachets appelés: « boules » dans le jargon du RIB) sont : MUNYENTWARI Germain alias KABAYIZA, chef de famille de 56 ans KANKINDI Perse, son épouse de 52 ans NZABANDORA William, son fils de 22 ans qui a été renversé et blessé par un vélo ; UWIMBABAZI Immaculée, sa belle fille contrainte d'abandonner ses deux trop jeunes enfants. Son mari et fils de Munyentwari, Niyitegeka Pascal, a été contraint de s'exiler un peu avant le début des persécutions contre les siens vers la fin de 2018. Comme les deux jeunes enfants étaient abandonnés chez leur grand père Munyentwari, la police a relâché la grand mère, Madame KANKINDI Perse il y a quelques jours. Nous avons pu la contacter par téléphone ce Samedi 25/05/2019 pour vérifier les preuves de ces persécutions et mobiliser l'opinion publique contre ces agissements du régime totalitaire de Kigali.**

Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR) dénonce et condamne **cette arrestation et ces nouvelles persécutions dirigées contre la famille de Monsieur MUNYENTWARI Germain**. Ces persécutions ressemblent étrangement à celles qui ont frappé la famille de RWIGARA Assinapol pour des motifs politiques, mais que la police rwandaise tente de CAMOUFLER en délit de droit commun : Dealer de drogues !!

**Chronologie des persécutions orchestrées contre cette famille** dont le seul crime est d'avoir aperçu sans le dénoncer Ntamuhanga Cassien après son évasion le 30/10/2017.

**Le mercredi 19 décembre 2018**, trois policiers en civils et en voiture avec vitres fumées sont venus arrêter **Monsieur MUNYENTWARI Germain**, et sa belle fille UWIMBABAZI

Immaculée. Les policiers ont menti à son épouse Kankindi Perse qu'ils amenaient son mari pour lui donner un job de maçon. Mais le **mardi 18 décembre 2018**, son fils **NZABANDORA William** (22 ans) était parti le matin faire son job de motard, mais il avait disparu et n'était pas rentré chez ses parents ce soir-là. Un des trois policiers, qui ont arrêté son papa et sa belle fille le 19/12/2018, a été aperçu sur sa moto pendant la journée. MUNYENTWARI et ses deux enfants sont passés par la station de police de Remera dans la capitale Kigali. Pendant un mois, Munyentwari et son fils ont été détenus au secret.

Le **jeudi 20 décembre 2018**, les policiers ont ramené à la maison la belle sœur UWIMBABAZI Immaculée qui avait été contrainte d'abandonner ses deux très jeunes enfants alors que son mari était absent depuis quelques semaines déjà.

**Après le 20 décembre 2018** Monsieur Munyentwari Germain et son fils Nzabandora William ont été détenus dans une prison secrète pendant un mois, avant d'être placé dans une prison ordinaire jusqu'à leur procès devant le Tribunal de Première Instance (Urukiko rw'Ibanze) de Ruhango. **Tous les deux ont été condamnés à cinq (5) de prison pour avoir croisé le chemin du journaliste Cassien NTAMUHANGA** qui s'est évadé de la prison de Mpanga dans la nuit du lundi 30 octobre 2017. **On reproche à cette famille de ne pas l'avoir dénoncé à la police pour qu'il soit remis en prison ou abattu** comme c'est la coutume de la police et des gardiens de prison au Rwanda. Or tous les rwandais qui ont suivi le procès du journaliste Cassien Ntamuhanga savent très bien qu'il est innocent et que son emprisonnement arbitraire devait le museler définitivement. Monsieur MUNYENTWARI et son fils NZABANDORA ont interjeté appel contre cette peine de 5 ans de prison.

Le **05 avril 2019**, ils ont été acquittés par le **Tribunal de Deuxième Instance de Muhanga** qui les a libérés le jour même. Deux personnes malveillantes, Muhire Enos et Nsengimana Abel, ont tenté de s'y opposer sans succès. La famille Munyentwari n'a eu qu'un répit de quelques jours avant d'être persécuté de nouveau par la police (RIB).

## **Nouveau harcèlement et reprise des persécutions :**

Après l'acquittement du 05 avril 2019, le procureur a interjeté **appel devant le Tribunal de deuxième Instance de Muhanga**. Leur nouveau procès avait été fixé au **jeudi 16 mai 2019**. Et cette information leur était parvenue par téléphone.

La famille Munyentwari espérait qu'elle sera acquittée définitivement. Mais les policiers du RIB sont de véritables spécialistes dans l'Art de calomnier les citoyens et de leur fabriquer de fausses accusations.

**Contre la famille Chrétienne de MUNYENTWARI, reconnue pour son intégrité morale et spirituelle**, les policiers du RIB spécialistes du mensonge ont monté un véritable COMLOT selon lequel cette famille était devenue subitement un centre de trafiquants de drogue (Urumogi). **Alors que dans cette famille très chrétienne et dont le père Munyentwari est le Diacon de son Eglise, on compte des assistants chargés d'aider les pasteurs de leur Eglise Adventiste du 7<sup>ème</sup> jour**. Que ce soit pour les célébrations et autres activités de cette Eglise.. Traiter les membres de cette famille de TRAFIQUANTS de drogue, c'est un pur mensonge qui ne passera pas dans l'opinion publique. Le RIB en sortira ridicule pour la énième fois.

## **L'arrestation nocturne et spectaculaire du 15 mai 2019 à 23h30 :**

Le **mercredi 15 mai 2019 à 23h30**, à bord de trois véhicules, la police est arrivée sur les lieux et a d'abord encerclé leur maisons d'habitation dans le village de **GAKO**, cellule **BUHORO**, secteur **RUHANGO**, district **RUHANGO** avant de les contraindre à lui ouvrir les portes. Certains voisins de la famille Munyentwari, qui ont vu cette attaque policière, ont

pris peur et se sont enfuis dans la brousse, craignant une rafle générale accompagnée d'exactions graves contre les civils innocents. Comme c'est souvent le cas au Rwanda.

**Madame KANKINDI, épouse de Munyentwari, a ouvert la porte.** La maison fut ensuite envahie par une équipe de Six (6) policiers qui avaient un sac suspect d'après elle. **Ils ont demandé où était allé le jeune NZABANDORA William** renversé et blessé par un vélo quelques jours plus tôt. Ils se sont dirigés directement dans cette chambre où ils ont répandu des sachets de drogues (Urumogi) sur le lit du blessé. Ils l'ont fouillé et lui ont pris une somme de 222.000 (Deux cents vingt deux mille) francs rwandais qu'il avait sur lui. Cet argent provenait de la vente de sa vieille moto qu'il avait vendue le dimanche précédent.

**Les policiers sont ensuite allés chez le fils de Munyentwari, NIYITEGEKA Pascal,** qui habite à côté de ses parents. Les policiers ont répandu le reste des sachets de drogue (boules) dans chez Niyitegeka. Ils ont ensuite pris une somme de 40.000 (Quarante mille) Frw provenant d'une vente de manioc. Ils ont embarqué la belle fille UWIMBABAZI Immaculée. Elle a été contrainte de laisser seuls ses deux jeunes enfants parce que son mari avait préféré s'exiler un peu avant le début des persécutions contre sa famille vers la fin de 2018.

**En les accusant d'avoir trouvé de la drogue chez eux,** la police a embarqué les quatre personnes de cette famille à savoir : MUNYENTWARI Germain, son épouse KANKINDI Perse, son fils NZABANDORA William et sa belle fille UWIMBABAZI Immaculée. Les quatre victimes de cette rafle ont été conduites à la station de police de RUHANGO où elles ont été contraintes d'être photographiées avec les sachets (boules) de drogue dans les mains.

Il y a quelques jours seulement que l'épouse de MUNYENTWARI, Madame KANKINDI Perse, a été relâchée et c'est elle qui nous a donné autant de renseignements précis.

### **Les actions urgentes à mener pour défendre la famille Munyentwari :**

Le CLIIR adressera dès aujourd'hui des lettres ouvertes aux autorités rwandaises, aux ambassades des pays occidentaux à Kigali au Rwanda et aux dirigeants des pays occidentaux qui financent le système judiciaire et policier du Rwanda afin qu'ils conditionnent toute aide vers le Rwanda au respect des droits humains, des libertés publiques et des principes démocratiques.

Le CLIIR sensibilisera les autres Organisations Internationales des droits humains afin qu'elles coordonnent leurs efforts en vue continuer leur vigilance et d'exiger le respect des droits humains et des libertés publiques au Rwanda

### **RECOMMANDATIONS :**

- Le CLIIR demande au Colonel Jeannot RUHUNGA, Chef du Rwanda Investigation Bureau (RIB), de faire cesser toutes les tracasseries et les persécutions orchestrées contre la famille de MUNYENTWARI. Le RIB doit cesser de monter de fausses accusations contre des citoyens innocents, comme il en a la mauvaise habitude.
- Le CLIIR demande au gouvernement rwandais d'interdire à ses forces de police et à ses agents de sécurité d'orchestrer ce genre de complots contre d'honnêtes citoyens. Les arrestations nocturnes doivent être interdites parce qu'elles couvrent toutes sortes d'abus.
- Le CLIIR demande au Premier Ministre du Rwanda, Dr NGIRENTE Edouard, de faire tout son possible pour faire cesser ce genre de complot qui permet à la police de calomnier n'importe quel citoyen rwandais. Nous lui demandons également de faire cesser toutes les tueries, d'interdire les enlèvements et les disparitions forcées, d'interdire la torture généralisée dans tous les lieux de détention et dans les prisons, sous peine de se voir lui-même poursuivi pour ces crimes en tant que chef du gouvernement. Cela lui arrivera tôt ou tard s'il ne démissionne pas rapidement.

- Le CLIIR demande à toutes les organisations de défense des droits humains nationales (composantes du CLADHO) et internationales (HRW, Amnesty International, FIDH, RIPRODHOR... de continuer à se joindre à nous pour exiger le respect des droits humains et des libertés publiques.

Fait à Bruxelles, le 26 mai 2019

Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur (gsm 0032/476701569)



**CLIIR\*** : Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda est une association de défense des droits humains basée en Belgique, créée le 18 août 1995. Ses membres sont des militants des droits humains de longue date. Certains ont été actifs au sein d'associations rwandaises de défense des droits humains et ont participé à l'enquête CLADHO/Kanyarwanda sur le génocide de 1994. Lorsqu'ils ont commencé à enquêter sur les crimes du régime rwandais actuel, ils ont subi des menaces et ont été contraints de s'exiler à l'étranger où ils poursuivent leur engagement en faveur des droits humains.